

Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan



Rapport du troisième trimestre 2014

RAPPORT FINANCIER

pour le trimestre clos le 31 décembre 2013

Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE,

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
3	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
12	4. Variations de change
13	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
15	6. Résultats consolidés
19	7. Résultats par secteur
28	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
30	9. Situation financière consolidée
31	10. Regroupements d'entreprises
31	11. Modifications de méthodes comptables
35	12. Contrôles et procédures
36	13. Principales informations financières trimestrielles
37	États financiers consolidés intermédiaires
37	État consolidé de la situation financière
38	Compte consolidé de résultat
39	État consolidé du résultat global
40	États consolidés des variations en capitaux propres
41	Tableau consolidé des flux de trésorerie
42	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)
42	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
43	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
47	Note 3 – Regroupements d'entreprises
47	Note 4 – Comptes débiteurs
48	Note 5 – Facilités d'emprunt et charges financières, montant net
48	Note 6 – Aide gouvernementale
49	Note 7 – Résultat par action et dividendes
49	Note 8 – Rémunération du personnel
50	Note 9 – Autres profits – montant net
50	Note 10 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
50	Note 11 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et le résultat
51	Note 12 – Juste valeur des instruments financiers
54	Note 13 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
57	Note 14 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2013. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 46,1 millions \$ (0,18 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 37,5 millions \$ (0,14 \$ par action) l'an dernier. Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 513,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 500,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Toutes les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

« Nos résultats se sont améliorés à tous les niveaux au cours du troisième trimestre, avec des marges opérationnelles plus élevées et de solides prises de commandes », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous sommes de plus en plus confiants d'obtenir de bons résultats au deuxième semestre, avec des marges dans les "high teens" dans le secteur Civil et une performance qui continue à perdurer pour la défense. Notre discipline opérationnelle produit des résultats positifs et, avec des perspectives meilleures pour le marché de la défense et un marché aéronautique commercial solide, nous sommes bien placés pour une croissance soutenue. »

Secteurs civils

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 3 % au troisième trimestre pour atteindre 282,1 millions \$ comparativement à 273,4 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel* du troisième trimestre est de 45,2 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) comparativement à 39,0 millions \$ (14,5 % des produits des activités ordinaires) au dernier trimestre et à 46,1 millions \$ (16,9 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Nous avons obtenu 12 commandes de FFS au troisième trimestre et avons annoncé la vente de trois autres simulateurs depuis, ce qui constitue un nombre record de 43 ventes à ce jour. Au cours du trimestre, nous avons signé des ententes de formation à long terme avec des compagnies aériennes et des exploitants, notamment Japan Airlines, Virgin Australia Regional Airlines, Air Transat et Jetflite. Depuis la clôture du trimestre, CAE a été sélectionnée à titre de fournisseur exclusif de formation approuvé par Dassault pour le nouvel avion d'affaires à long rayon d'action Falcon 5X. Nous avons reçu 329,2 millions \$ en commandes dans les secteurs civils combinés ce trimestre pour un ratio des commandes/ventes* de 1,17. Le carnet de commandes* du secteur Civil a atteint un montant record de 2,1 milliards \$ au troisième trimestre.

Secteurs militaires

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs militaires combinés ont augmenté de 2 % au troisième trimestre pour atteindre 201,8 millions \$ par rapport à 198,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel des secteurs militaires combinés s'est établi à 31,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 25,4 millions \$ (12,8 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons enregistré des commandes de simulateurs, de mises à niveau et de services portant sur des plateformes d'aéronefs utilisés à long terme, notamment l'hélicoptère MH-60R Seahawk pour la Marine royale danoise, l'avion P-8A Poseidon pour la US Navy et l'avion C-130 Hercules pour la US Air Force. Du côté des nouveaux programmes pour CAE, nous avons signé des contrats pour un système d'entraînement au sol complet T-6C pour la Force aérienne mexicaine, un dispositif d'entraînement aux missions sur UAS représentant le Predator de General Atomics pour la Force aérienne italienne, et des services de formation de membres d'équipage sur le T-44C Pegasus pour la US Navy. Nous avons réussi à élargir notre marché principal grâce à la signature d'une entente de dix ans avec le ministère des Affaires intérieures du Brunei pour établir un centre de formation et dispenser de la formation en gestion des urgences. Au total, pour les secteurs militaires combinés, nous avons reçu 240,3 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio des commandes/ventes de 1,19. Le carnet de commandes du secteur Militaire se chiffre à 2,0 milliards \$ au troisième trimestre et nous avons un montant additionnel de 435,4 millions \$ de commandes non financées*.

Secteur Nouveaux marchés principaux

Les produits des activités ordinaires du secteur Nouveaux marchés principaux se chiffrent à 29,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 28,7 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 1,4 million \$ comparativement à 1,7 million \$ l'an dernier.

Du côté de CAE Santé, nous avons fait des percées importantes dans le marché de la défense avec la vente record de 44 simulateurs de patients Caesar à l'US Navy Expeditionary Combat Command. Nous avons aussi vendu nos systèmes de gestion de centres de formation, des simulateurs d'échographie et des simulateurs de patients à un grand nombre d'établissements d'enseignement aux États-Unis. Depuis la clôture du trimestre, nous avons dévoilé le simulateur maternel/foetal CAE Fidelis au salon IMSH, la plus importante conférence mondiale sur la simulation dans le domaine de la santé. Le nouveau simulateur a été conçu pour aider les instructeurs en soins de santé à améliorer leur formation et le traitement des patients dans le cas de complications graves liées à l'accouchement.

Du côté de CAE Mines, nous avons lancé une importante mise à niveau pour améliorer le rendement et le fonctionnement de notre principale solution de modélisation des ressources. Nous avons vendu des logiciels de modélisation, de planification de mines à ciel ouvert et de planification de mines souterraines ainsi que des services de consultation géologique et technique à des clients du monde entier.

Autres points saillants financiers

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 11,3 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 19 %, comparativement à 17 % l'an dernier. L'augmentation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à une variation dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les flux de trésorerie disponibles* ont affiché une valeur négative de 12,7 millions \$ ce trimestre. La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie*, à des dividendes de certaines coentreprises, et à une diminution du flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur positive de 95,5 millions \$, soit 117,2 millions \$ de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Les dépenses d'investissement en immobilisations* se chiffrent à 37,2 millions \$ ce trimestre, avec 22,8 millions \$ pour la croissance et 60,7 millions \$ pour les neuf premiers mois. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 14,4 millions \$ ce trimestre et à 31,0 millions \$ pour les neuf premiers mois.

La dette nette* se chiffre à 886,5 millions \$ au 31 décembre 2013, comparativement à 810,4 millions \$ au 30 septembre 2013. Notre ratio de la dette nette sur le capital total* demeure stable à 39 %.

CAE versera un dividende de 0,06 \$ par action le 31 mars 2014 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 14 mars 2014.

*Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2013

1. POINTS SAILLANTS

RETRAITEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

Le 1^{er} avril 2013, nous avons mis en œuvre une nouvelle norme, à savoir IFRS 11, *Partenariats*, et la version modifiée d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Certains chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2013 ont été retraités en vue de refléter l'adoption de ces normes comptables. Les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière, à notre compte de résultat net, à notre état du résultat global et à notre tableau des flux de trésorerie par suite de ces modifications sont détaillés sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2013

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 513,6 millions \$ ce trimestre, en hausse de 26,1 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent et de 12,7 millions \$, soit 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 1 531,5 millions \$, en hausse de 61,9 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2013

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 46,1 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 38,3 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 7,8 millions \$, soit 20 %, et comparativement à 37,5 millions \$ (soit 0,14 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2013, ce qui représente une hausse de 8,6 millions \$, soit 23 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 130,0 millions \$ (soit 0,50 \$ par action), comparativement à 94,6 millions \$ (soit 0,37 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 35,4 millions \$, soit 37 %;
- Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2013, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition comptabilisés se sont élevés à 13,4 millions \$ (8,8 millions \$ après impôt) et à 54,9 millions \$ (41,0 millions \$ après impôt), respectivement. Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition¹ s'est chiffré à 46,3 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2013 et à 135,6 millions \$ (soit 0,52 \$ par action) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013.

Flux de trésorerie disponibles¹ négatifs de 12,7 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie disponibles négatifs de 12,7 millions \$ enregistrés ce trimestre sont composés de flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles d'un montant positif de 17,0 millions \$, moins les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dividendes versés et les dépenses liées aux autres actifs, d'un montant respectif de 14,4 millions \$, de 10,6 millions \$ et de 5,6 millions \$, plus le produit à la cession d'immobilisations corporelles de 0,5 million \$ et le produit net tiré des participations mises en équivalence de 0,4 million \$;
- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à un montant positif de 17,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant positif de 118,1 millions \$ au trimestre précédent et à un montant positif de 96,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 20,0 millions \$ ce trimestre, à 9,4 millions \$ au trimestre précédent et à 12,1 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 10,6 millions \$ ce trimestre, 9,4 millions \$ au trimestre précédent et 9,0 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 184,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 46,3 millions \$ pour s'établir à 152,6 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 65,3 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté de 73,0 millions \$ et de 0,3 million \$, respectivement;
- La dette nette¹ s'établissait à 886,5 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 810,4 millions \$ au trimestre précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,17 (ratio de 1,17 pour les secteurs civils combinés, de 1,19 pour les secteurs militaires combinés et de 1,00 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,25 (ratio de 1,48 pour les secteurs civils combinés, de 0,96 pour les secteurs militaires combinés et de 1,00 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 599,2 millions \$, comparativement à 715,6 millions \$ au trimestre précédent et à 362,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2013;
- Le carnet de commandes² s'établissait à 4 106,2 millions \$ au 31 décembre 2013.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a signé des contrats d'une valeur prévue de 190,4 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 138,8 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 12 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des commandes de 147,8 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 92,5 millions \$.

Secteur Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu de nouvelles commandes évaluées à 29,7 millions \$.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2014* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2014;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2013;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 11 février 2014 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), ainsi que les états financiers consolidés non audités et les notes complémentaires pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2013. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tous les tableaux sont fondés sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2013 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport comprend des énoncés prospectifs portant sur nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2013.

Nous ne mettons à jour ni ne révisons les énoncés prospectifs, même à la lumière de nouvelles informations, sauf dans la mesure où la loi l'exige. Le lecteur doit éviter de se fier outre mesure aux énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous tirons aussi parti de nos capacités de simulation dans les marchés des soins de santé et des mines. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant environ 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays, y compris nos établissements exploités en coentreprise. Durant l'exercice 2013, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 2,0 milliards \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion de 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptères dans plus de 50 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des élèves-pilotes, les services de placement de membres d'équipage et les solutions intégrées d'entreprise.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité, de permettre la prise de meilleures décisions et d'assurer la préparation aux missions.

3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur au monde.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions en croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile (aviation générale, aviation régionale et aviation commerciale), des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 238 FFS, y compris ceux de nos coentreprises, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques, notamment la formation des pilotes fondée sur la simulation, le placement de membres d'équipage et la formation initiale, et exploitons des centres de formation répartis dans une trentaine de pays partout dans le monde. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des coentreprises et des ententes d'exploitation de centres de formation et de services de formation à long terme. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation du personnel de cabine, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 10 écoles de pilotage, une flotte composée de plus de 200 appareils ainsi que les ressources et l'expertise lui permettant de former plus de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et d'outils d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute-fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils, notamment, ces dernières années, grâce à la conception de simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85 ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et de nos équipes de service, nous offrons également une gamme complète de soutien et de services, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement de simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien s'est accru à un rythme moyen de 4,8 %, et l'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. L'International Air Transport Association (IATA) estime que le trafic passagers affichera une croissance de 31 % d'ici 2017, ce qui représente 930 millions de passagers de plus qu'en 2012. Les taux de croissance sont plus élevés dans les marchés émergents que dans les marchés d'envergure et établis comme l'Europe et les États-Unis. La croissance continue du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre record d'avions commerciaux en carnet et à l'intensification de la production des constructeurs OEM.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru de 2,3 % en 2013 comparativement à 2012. Le secteur demeure optimiste quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs OEM d'avions d'affaires ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

La consolidation du secteur se poursuit avec l'acquisition récemment annoncée de Mechtronix Inc. et de Opinicus Corporation, deux sociétés livrant concurrence à CAE, les sociétés tirant parti de la vigueur du marché civil de l'aéronautique.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et personnel de cabine).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours de l'année civile 2013, le trafic mondial de passagers a augmenté de 5,2 % par rapport à l'année civile 2012. Les marchés émergents ont affiché la meilleure performance; le trafic de passagers ayant progressé de 11,4 % au Moyen-Orient, de 7,1 % en Asie-Pacifique, de 6,3 % en Amérique latine et de 3,8 % en Europe, alors qu'il est demeuré stable en Amérique du Nord. Dans le monde, la flotte d'appareils commerciaux s'est accrue de 4,0 % entre décembre 2012 et décembre 2013, affichant une hausse respective de 8,3 %, de 8,0 % et de 5,8 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique latine et une légère hausse en Amérique du Nord et en Europe. Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse soutenue du coût du carburant, une récession importante et prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de plus de 12 000 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire de la flotte déjà en service pour soutenir la demande : près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les prises de commandes d'appareils ont été particulièrement bonnes pour l'année civile 2013, grâce à des transporteurs nord-américains comme American Airlines et Virgin Australia Regional Airlines et à des transporteurs européens comme Ryanair, Turkish Airlines, Lufthansa et easyJet. Des transporteurs de l'Asie-Pacifique, à savoir Lion Air et Etihad Airways, ont aussi passé des commandes massives d'appareils. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries et les avions Global 7000/8000, avec ATR pour l'appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour l'appareil MRJ, avec Airbus pour l'A350 XWB, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est déterminée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

Les exploitants de jets d'affaires exigent également des appareils à haute performance. Les constructeurs OEM d'avions d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Challenger 350 et Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650, les Cessna Citation M2 et les Dassault Falcon 5X, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et personnel de cabine)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en personnel de cabine à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la licence de pilote en équipage multiple (MPL), la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle et les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, le tiers de la formation des programmes de MPL du secteur s'effectue sur appareils réels et les deux tiers, sur appareils de simulation, comparativement à une formation sur appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les autres licences. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Divers transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. Dans notre secteur d'activité, la MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et plus de 800 titulaires d'une MPL dans le monde occupent déjà des postes de pilotes auprès de leur transporteur. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, la FAA des États-Unis a adopté le 15 juillet 2013 ses exigences finales en matière de certification et d'agrément des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquelles les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL et une qualification de type. À compter d'août 2014, les pilotes qui demandent une ATPL devront satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à altitude élevée. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue en simulateurs destinés à la formation.

MARCHÉ MILITAIRE

Nous croyons que, dans le marché des solutions fondées sur la simulation, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire des gouvernements et des forces de défense est unique. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils durables dont le cycle de vie devrait être long, dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire. Enfin vient le facteur le plus fondamental : la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un niveau élevé de préparation.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur sécurité, leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, et des avions de patrouille en mer, de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Nous fournissons des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées et aux forces de sécurité du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique aux entrepreneurs, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise, une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie. Nous prévoyons que les services de formation à long terme représenteront une proportion croissante de nos activités à mesure que les gouvernements et les forces de défense chercheront à réduire les coûts et à augmenter l'efficacité grâce à des opérations de soutien.

Tendances et perspectives commerciales

Bien que la loi américaine bipartite d'exécution du budget de 2014 ait contribué à atténuer l'incidence des compressions budgétaires et doté le département de la Défense des États-Unis d'une plus grande certitude budgétaire pour l'exercice gouvernemental en cours, le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires; nous sommes cependant d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt la planification de l'approvisionnement. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. Nous maintenons cependant un éventail de contrats récurrents autour duquel s'articulent nos activités. Tandis que les États-Unis et l'Europe représentent toujours des marchés quelque peu défavorables, de plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où nous avons une présence bien établie et croissante. Nous continuons également de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde. De plus, des signes encourageants se manifestent pour le marché dans lequel nous nous spécialisons, et nous sommes convaincus que le recours à la formation fondée sur la simulation poursuivra sa croissance dans l'avenir.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos produits fondés sur la simulation et de nos services dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel et des coûts nettement plus faibles. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, contre 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la répartition entre la formation sur appareil et la formation synthétique se dirige de plus en plus vers la simulation.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation fondés sur la simulation. Nous sommes d'avis que CAE fait partie intégrante de la solution en matière de baisse des coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel avion de patrouille en mer P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication d'aéronefs télépilotes, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, et elles sont de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons récemment conclu un contrat visant la création d'un centre de formation et la fourniture de services de formation en gestion des urgences avec le ministère des Affaires intérieures du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a une incidence sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'envisager l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements se tournent vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure à leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes occupent une place de plus en plus importante étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement CAE Dynamic Synthetic Environment (DSE), qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts en soins de santé, nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement privés ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous sommes un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 8 000 livraisons de simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. Nous avons maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne de même qu'un réseau d'une cinquantaine de distributeurs dans plus de 60 pays.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les entraîneurs de tâches et les simulateurs d'échographie; les applications et les didacticiels de formation; et les systèmes de gestion des centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir avec des mesures cliniques appropriées. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens d'acquérir les compétences et l'expérience pratique requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient et les interventions guidées par échographie. Nos applications d'apprentissage fondées sur la simulation peuvent être intégrées au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet la livraison de contenu à distance destiné à l'apprentissage et aux évaluations autogérées. Nos solutions de gestion des centres de simulation médicale simplifient les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement et de débriefing.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation, et sa valeur est estimée à plus de 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des cinq prochaines années. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondées sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs médicales en modifiant fondamentalement l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 850 000 médecins actifs et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. La simulation de patients peut permettre de réduire les erreurs médicales grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique, comme la diminution du traumatisme pour le patient et les périodes d'hospitalisation plus courtes, on assiste à une utilisation accrue de cette technique au lieu des procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique font de la chirurgie un élément important de la formation fondée sur la simulation.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

La réforme de la réglementation, le développement de produits technologiques abordables et la sensibilisation accrue du secteur ont poussé l'intégration de la technologie d'imagerie dans le secteur des soins de santé. La sensibilisation accrue des patients aux technologies et aux procédures de remplacement a contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs à mettre en œuvre des technologies évoluées d'imagerie. L'échographie au chevet du patient est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs peuvent fournir des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler, à condition que les praticiens effectuant des examens soient correctement formés.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des soins médicaux et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance démographique et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services de soins de santé. L'adoption répandue des technologies et services médicaux évolués pourrait se traduire par une augmentation de la demande en formation. Les experts ont démontré que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Pénurie de fournisseurs de services

L'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux étudiants en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, les études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute-fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Caractère cyclique du prix des marchandises;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

Pénurie de compétences

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. Il existe des occasions d'améliorer les compétences des exploitants débutants et chevronnés qui donneront lieu à un accroissement de la productivité. La pénurie de compétences stimulera probablement la demande pour de la formation supplémentaire.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé, ce qui s'est traduit par la hausse de la consommation d'énergie et du coût d'extraction. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Caractère cyclique du prix des matières premières

La demande en matières premières est étroitement liée aux cycles économiques. En conséquence, outre le coût d'extraction plus élevé, les ralentissements économiques exercent habituellement des pressions sur les coûts des sociétés minières. Cette situation se traduit généralement par une baisse des dépenses d'investissement en immobilisations des sociétés minières et par des retards d'approvisionnement, ce qui a une incidence défavorable sur les perspectives commerciales de la chaîne d'approvisionnement minière. Ce facteur favorise toutefois le recours aux outils d'optimisation, à la simulation et à l'analyse de scénarios par le secteur en vue de maximiser l'efficacité des activités.

Gestion et contrôle de l'exploitation

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de leurs activités, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2013	30 septembre 2013	Augmentation	31 mars 2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,06	1,03	3 %	1,02	4 %
Euro (€)	1,47	1,39	6 %	1,30	13 %
Livre sterling (£)	1,76	1,66	6 %	1,54	14 %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2013	30 septembre 2013	Augmentation	31 décembre 2012	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,05	1,04	1 %	0,99	6 %
Euro (€)	1,43	1,38	4 %	1,29	11 %
Livre sterling (£)	1,70	1,61	6 %	1,59	7 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 21,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 2,3 millions \$ du résultat net par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 39,5 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 4,0 millions \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2013.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger sont essentiellement libellés dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipements qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons ci-dessus.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons aussi des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Carnet de commandes des coentreprises

La valeur du carnet de commandes des coentreprises est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes qu'ont reçues nos coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées négociées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans des occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les investissements dans d'autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit net des (paiements versés aux) participations mises en équivalence.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes, la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel compte tenu de la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2014

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	513,6	487,5	530,4	565,6	500,9 \$
Coût des ventes	364,8	353,4	382,9	406,6	360,8 \$
Marge brute ³	148,8	134,1	147,5	159,0	140,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	29,0	27,5	27,8	28,1	28,0 %
Frais de recherche et de développement ³	16,1	14,9	17,5	18,0	13,9 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	68,6	66,6	75,3	65,5	65,7 \$
Autres profits – montant net	(2,0)	(5,1)	(5,2)	(2,9)	(5,6) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(11,5)	(7,5)	(2,9)	(2,3)	(7,1) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	-	-	13,8	13,4 \$
Résultat opérationnel ³	77,6	65,2	62,8	66,9	59,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	15,1	13,4	11,8	11,8	11,9 %
Produits financiers	(2,3)	(2,3)	(2,8)	(2,0)	(3,2) \$
Charges financières	21,0	20,9	19,9	19,3	18,2 \$
Charges financières – montant net	18,7	18,6	17,1	17,3	15,0 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	58,9	46,6	45,7	49,6	44,8 \$
Charge d'impôt sur le résultat	11,3	8,4	0,3	3,9	7,6 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	19	18	1	8	17 %
Résultat net	47,6	38,2	45,4	45,7	37,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	46,1	38,3	45,6	43,1	37,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,5	(0,1)	(0,2)	2,6	(0,3) \$
	47,6	38,2	45,4	45,7	37,2 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,18	0,15	0,18	0,17	0,14 \$

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Produits des activités ordinaires en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 26,1 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 7,0 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 6,7 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et de la progression du niveau d'activité à l'égard de l'un de nos programmes de formation sur hélicoptères;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 5,8 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de la progression des produits des activités ordinaires en Europe, qui s'explique par la progression du taux d'utilisation des simulateurs, et de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger du fait du raffermissement de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Cette augmentation a été neutralisée en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 4,0 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, des programmes européens et de nos produits IES, neutralisée en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 2,6 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de CAE Santé, laquelle s'explique par l'augmentation des ventes de simulateurs de patients, et de la progression des produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une hausse de 12,7 millions \$ par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice 2013. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 15,6 millions \$, soit 27 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, des programmes de formation sur hélicoptères et des programmes australiens, de même que de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 5,5 millions \$, soit 5 %, principalement en raison de l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 3,2 millions \$, soit 2 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger du fait du raffermissement de l'euro, du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien ainsi que de la progression des produits des activités ordinaires en Asie et en Europe. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 1,0 million \$, soit 3 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de CAE Santé, laquelle a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des entraîneurs de tâches et simulateurs d'échographie de CAE Santé a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des systèmes de gestion des centres du fait de l'exécution d'une importante commande à l'exercice précédent. Quant à CAE Mines, la baisse s'explique d'abord et avant tout par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'exploitation minière et des services de consultation;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 12,6 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, nord-américains et australiens, neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 531,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 61,9 millions \$, soit 4 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 33,2 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger du fait du raffermissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien, de l'intégration d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l. (OAA), acquise en mai 2012, dans nos résultats et de l'augmentation des produits des activités ordinaires en Asie. L'augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires en Europe et en Amérique du Sud;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 22,9 millions \$, soit 13 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, australiens et européens, de la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. L'augmentation a été neutralisée en partie par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, coentreprise qui est dorénavant comptabilisée comme une participation mise en équivalence, alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la consolidation proportionnelle;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 22,9 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de la hausse du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 3,5 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de CAE Santé, neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines. L'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des entraîneurs de tâches d'échographie et des systèmes de gestion des centres de CAE Santé du fait de l'accroissement du nombre de produits installés a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. Quant à CAE Mines, la baisse des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels et des services de consultation a été neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la maintenance de logiciels;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 20,6 millions \$, soit 5 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, australiens et européens ainsi que du recul du niveau d'activité à l'égard de nos produits IES, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes asiatiques.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel⁴ en hausse de 12,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 4,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel du trimestre s'est élevé à 77,6 millions \$, soit 15,1 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 65,2 millions \$, soit 13,4 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre précédent et à 59,8 millions \$, soit 11,9 % des produits des activités ordinaires, pour le troisième trimestre de l'exercice 2013. Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,4 millions \$ ont été comptabilisés au troisième trimestre de l'exercice 2013, et le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 73,2 millions \$.

Comparativement au trimestre précédent, le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 12,4 millions \$, soit 19 %. Les hausses du résultat sectoriel se sont respectivement établies à 5,0 millions \$, à 3,1 millions \$, à 3,1 millions \$, à 0,8 million \$ et à 0,4 million \$ pour les secteurs PS/M, PS/C, FS/C, FS/M et NMP.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 4,4 millions \$, soit 6 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013. Les hausses respectives de 4,0 millions \$, de 1,6 million \$ et de 0,8 million \$ du résultat opérationnel sectoriel des secteurs PS/M, FS/M et PS/C ont été neutralisées en partie par les baisses respectives de 1,7 million \$ et de 0,3 million \$ du résultat opérationnel sectoriel des secteurs FS/C et NMP.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 205,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, en baisse de 16,4 millions \$, soit 7 %, par rapport au résultat opérationnel sectoriel de la période correspondante de l'exercice précédent. Les baisses respectives de 16,4 millions \$, de 2,5 millions \$ et de 0,6 million \$ du résultat opérationnel sectoriel des secteurs FS/C, PS/M et NMP ont été neutralisées en partie par la hausse de 3,1 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Montant net des charges financières stable par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3,7 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le montant net des charges financières est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la hausse des charges d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang en décembre 2012, l'augmentation d'une obligation de R-D et la réduction des produits d'intérêts au titre des comptes débiteurs non courants.

Le montant net des charges financières s'est établi à 54,4 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, en hausse de 6,6 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse traduit d'abord et avant tout l'augmentation des charges d'intérêts en raison du placement privé de billets de premier rang en décembre 2012 et la hausse d'une obligation de R-D.

Taux d'impôt de 19 % ce trimestre

Pour le trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 11,3 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 19 %, comparativement à 18 % au trimestre précédent et à 17 % au troisième trimestre de l'exercice 2013.

L'augmentation du taux d'impôt effectif par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par un ajustement découlant de la baisse du taux d'impôt prévu par la loi quasi adoptée au Royaume-Uni au trimestre précédent. Compte non tenu de l'incidence de la baisse du taux d'impôt prévu par la loi au Royaume-Uni, le taux d'impôt sur le résultat du trimestre précédent se serait établi à 19 %.

La hausse du taux d'impôt effectif par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'explique en grande partie par la variation de la proportion des produits provenant de différentes juridictions.

Les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 20,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 13 %, comparativement à 20 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du taux d'impôt effectif s'explique en grande partie par une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada rendue au premier trimestre de l'exercice 2014 quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada ainsi que par la variation de la proportion des produits provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 4 106,2 millions \$ à la fin du trimestre. Des nouvelles commandes de 599,2 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour le trimestre, neutralisées en partie par des produits de 513,6 millions \$ tirés du carnet de commandes et par des ajustements de 81,2 millions \$.

Carnet de commandes en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2013	Période de neuf mois close le 31 décembre 2013
Carnet de commandes en début de période	3 939,4 \$	3 717,8 \$
+ commandes	599,2	1 811,6
- produits des activités ordinaires	(513,6)	(1 531,5)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	81,2	108,3
Carnet de commandes en fin de période	4 106,2 \$	4 106,2 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,17. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,25.

En raison de la mise en œuvre d'IFRS 11, *Partenariats*, dont il est fait mention sous *Modifications de méthodes comptables* :

- La valeur attendue des commandes obtenues par les coentreprises dans lesquelles nous détenons une participation est exclue du carnet de commandes de CAE;
- La valeur totale des commandes entre nous et nos coentreprises est prise en compte dans le carnet de commandes de CAE.

Notre carnet de commandes consolidé au 31 mars 2013 a été retraité en conséquence.

Le carnet de commandes de nos coentreprises⁵, mesure qui nous indique à combien se monte en principe notre quote-part des commandes que nos coentreprises ont reçues, mais qui n'ont pas encore exécutées, s'établissait à 421,4 millions \$ au 31 décembre 2013; ce montant n'est pas inclus dans le carnet de commandes consolidé présenté dans le tableau ci-dessus.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments de notre analyse du résultat sectoriel et du résultat opérationnel sectoriel sont présentés par ordre d'importance.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	22,5	19,4	17,5	24,9	24,2 \$
	13,1	11,7	9,8	14,1	14,3 %
Produits de simulation – Civil	22,7	19,6	20,1	25,8	21,9 \$
	20,7	19,0	16,3	18,0	21,0 %
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	23,3	18,3	16,5	19,4	19,3 \$
	18,3	14,8	12,0	12,7	13,8 %
Formation et services associés – Militaire	7,7	6,9	7,1	8,8	6,1 \$
	10,4	10,2	11,6	13,8	10,4 %
Nouveaux marchés principaux	1,4	1,0	1,6	1,8	1,7 \$
	4,7	3,7	5,4	6,2	5,9 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	77,6	65,2	62,8	80,7	73,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	-	-	(13,8)	(13,4) \$
Résultat opérationnel	77,6	65,2	62,8	66,9	59,8 \$

Capital utilisé⁶

<i>(en millions)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	1 612,7	1 515,1	1 520,9	1 464,7	1 481,6 \$
Produits de simulation – Civil	52,5	52,5	104,4	56,4	84,1 \$
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	382,1	340,9	344,1	326,1	333,6 \$
Formation et services associés – Militaire	194,6	177,0	174,1	152,0	145,1 \$
Nouveaux marchés principaux	217,8	205,7	207,6	199,2	198,6 \$
	2 459,7	2 291,2	2 351,1	2 198,4	2 243,0 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Secteurs civils

EXPANSIONS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

- Nous avons élargi notre entente de fournisseur autorisé de formation avec Bombardier grâce à l'ajout d'un nouveau FFS de niveau D pour les jets d'affaires Bombardier Global 5000 et Global 6000 équipés du poste de pilotage Bombardier Vision à notre centre de formation d'Amsterdam. Nous ajouterons également un FFS supplémentaire du même type à notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training, lequel devrait être mis en service à la fin de 2014;
- Nous avons annoncé l'ajout d'un quatrième FFS Dassault Falcon 7X à notre réseau de formation à l'échelle mondiale. Ce simulateur devrait être prêt à être utilisé en 2015;
- Nous avons inauguré le centre CAE Simulation Training Private Limited, une coentreprise entre CAE et InterGlobe Enterprises, dans la capitale indienne;
- Nous avons installé un FFS Boeing 737 NG au centre de formation d'Air France à Orly (France).

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	282,1	269,3	301,8	319,5	273,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	45,2	39,0	37,6	50,7	46,1 \$
Marges opérationnelles	16,0	14,5	12,5	15,9	16,9 %
Carnet de commandes	2 081,9	1 997,0	1 754,4	1 722,6	1 459,1 \$

Les produits des activités ordinaires des secteurs civils combinés ont totalisé 282,1 millions \$, en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent. Les deux secteurs civils ont contribué à la croissance. Les produits des activités ordinaires tirés du secteur PS/C ont progressé du fait de l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées, tandis que la hausse des produits des activités ordinaires du secteur FS/C rend compte de la progression du taux d'utilisation à l'égard des simulateurs du réseau de formation.

La marge opérationnelle des secteurs civils combinés s'est établi à 16,0 %, en hausse par rapport à 14,5 % au trimestre précédent. L'augmentation est attribuable à des produits des activités ordinaires plus élevés pour les deux secteurs et à la rentabilité accrue des participations mises en équivalence du secteur FS/C.

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,17 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,48.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 190,4 millions \$, notamment :

- Un contrat à long terme avec Japan Airlines pour la formation à la licence de pilote en équipage multiple;
- Un contrat à long terme avec Virgin Australia Regional Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Un contrat à long terme avec Air Transat pour des services de formation des pilotes;
- Un contrat à long terme avec Jetflite pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles, unités NES et FFS déployés)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	172,2	166,4	178,3	176,1	169,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	22,5	19,4	17,5	24,9	24,2 \$
Marges opérationnelles	13,1	11,7	9,8	14,1	14,3 %
Dotation aux amortissements	23,3	23,9	25,3	23,6	23,7 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	30,3	16,8	20,5	5,8	14,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,0	2,6	7,4	2,7	12,0 \$
Capital utilisé	1 612,7	1 515,1	1 520,9	1 464,7	1 481,6 \$
Carnet de commandes	1 502,1	1 445,4	1 300,0	1 311,6	1 065,8 \$
Unités NES ⁷	190	188	190	187	186
FFS déployés	238	233	230	227	222

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires en Europe, qui s'explique par la progression du taux d'utilisation des simulateurs, et à l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger du fait du raffermissement de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger du fait du raffermissement de l'euro, du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien de même que de la hausse des produits des activités ordinaires en Asie et en Europe. Elle a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 516,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 33,2 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle en grande partie de l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger du fait du raffermissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien, de l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats et de la progression des produits des activités ordinaires en Asie. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires en Europe et en Amérique du Sud.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 16 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 22,5 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 19,4 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 24,2 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2013.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 3,1 millions \$, soit 16 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse est principalement attribuable à la progression des produits des activités ordinaires en Europe et à l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises). La hausse a été neutralisée en partie par un profit enregistré au trimestre précédent à la reprise d'une provision liée à l'acquisition d'OAA du fait de la signature d'une entente de règlement.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 1,7 million \$, soit 7 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013. La baisse traduit en grande partie la diminution des produits des activités ordinaires en Amérique du Sud de même que la cession de deux simulateurs à l'exercice précédent. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires en Europe et par la hausse du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises).

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 59,4 millions \$ (11,5 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 16,4 millions \$, soit 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse traduit en grande partie la diminution des produits des activités ordinaires en Europe et en Amérique du Sud, la progression continue des activités des centres de formation récemment mis en service en Asie ainsi que l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires découlant du déménagement de simulateurs et des frais de déménagement, ainsi que les indemnités de fin de contrat de travail. La baisse a été contrebalancée en partie par un profit à la reprise d'une provision liée à l'acquisition d'OAA du fait de la signature d'une entente de règlement au cours de l'exercice.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 30,3 millions \$ ce trimestre

Ce trimestre, les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 20,6 millions \$, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 9,7 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 97,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à la hausse des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles découlant en grande partie des variations de change, à l'augmentation de la valeur de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait d'une rentabilité accrue et des variations de change de même qu'à la hausse des comptes débiteurs.

Carnet de commandes de 1 502,1 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2013	Période de neuf mois close le 31 décembre 2013
Carnet de commandes en début de période	1 445,4 \$	1 311,6 \$
+ commandes	190,4	651,4
- produits des activités ordinaires	(172,2)	(516,9)
+/- ajustements (principalement les différences de conversion)	38,5	56,0
Carnet de commandes en fin de période	1 502,1 \$	1 502,1 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,11. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,55.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 295,4 millions \$ au 31 décembre 2013.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 12 FFS suivants :

- Trois FFS Airbus A320 pour Lion Group;
- Un FFS CRJ200 pour Sky Wings;
- Un FFS B787 pour le Zhuhai Flight Training Centre, une coentreprise entre China Southern Airlines et CAE;
- Un FFS Global Vision pour Emirates-CAE Flight Training, une coentreprise entre Emirates Airlines et CAE;
- Un FFS B787 pour Air Canada;
- Cinq FFS pour des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Ces contrats portent à 40 FFS les prises de commandes du secteur PS/C pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	109,9	102,9	123,5	143,4	104,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	22,7	19,6	20,1	25,8	21,9 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	20,7	19,0	16,3	18,0	21,0 %
Dotations aux amortissements	3,3	2,5	2,9	3,0	2,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	1,7	0,8	1,2	0,6	0,8 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	5,4	4,5	5,5	5,5	5,3 \$
Capital utilisé	52,5	52,5	104,4	56,4	84,1 \$
Carnet de commandes	579,8	551,6	454,4	411,0	393,3 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 336,3 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 22,9 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est surtout attribuable à l'augmentation du niveau de production découlant de la progression des commandes enregistrées.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 16 % par rapport au trimestre précédent et de 4 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 22,7 millions \$ (20,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 19,6 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 21,9 millions \$ (21,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2013.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent résulte essentiellement de la composition favorable des programmes et de la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée, neutralisées en partie par l'incidence défavorable des variations de change du fait de la réévaluation des comptes du fonds de roulement hors trésorerie.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 découle en grande partie de la composition favorable des programmes, neutralisée en partie par l'incidence défavorable des variations de change et l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 62,4 millions \$ (18,6 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, ce qui est stable comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation susmentionnée des produits des activités ordinaires et une composition favorable des programmes ont été annulées en partie par l'incidence défavorable des variations de change et l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Capital utilisé stable par rapport au trimestre précédent

Le capital utilisé est demeuré stable comparativement au trimestre précédent. L'augmentation des stocks et des comptes débiteurs a été neutralisée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer de même que par l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2013	Période de neuf mois close le 31 décembre 2013
Carnet de commandes en début de période	551,6 \$	411,0 \$
+ commandes	138,8	505,8
- produits des activités ordinaires	(109,9)	(336,3)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(0,7)	(0,7)
Carnet de commandes en fin de période	579,8 \$	579,8 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,26. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,39.

7.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Expansions

- Nous avons installé un simulateur King Air 350 de Série CAE 5000 dans un nouveau centre de formation à Sale (Australie) et nous fournirons des services de simulation à la Royal Australian Air Force et à la Royal Australian Navy jusqu'en 2018 en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci;
- Conjointement avec le gouvernement du Brunei, nous avons annoncé que le centre de formation polyvalent de CAE Brunei s'agrandira grâce à l'ajout d'un centre d'excellence pour la gestion des urgences et des crises qui appuiera la préparation en cas de catastrophes.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons conclu un accord de coopération portant sur la création d'une nouvelle solution de simulation constructive fédérée appelée GlobalSim qui combine le système d'entraînement des commandants et des officiers CAE GESI avec la solution Joint Theatre-Level Simulation de Rolands & Associates.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	201,8	191,1	198,8	217,1	198,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	31,0	25,2	23,6	28,2	25,4 \$
Marges opérationnelles	15,4	13,2	11,9	13,0	12,8 %
Carnet de commandes	2 024,3	1 942,4	1 960,1	1 995,2	2 003,7 \$

Les produits des activités ordinaires des secteurs militaires combinés ont totalisé 201,8 millions \$, en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du niveau de production découlant de la diminution du niveau d'activité durant l'été et par l'apport des nouveaux contrats conclus ce trimestre.

La marge opérationnelle des secteurs militaires combinés s'est établie à 15,4 %, en hausse par rapport à 13,2 % au trimestre précédent. L'amélioration de la marge au troisième trimestre reflète la hausse du niveau d'activité, une composition favorable de programmes et la rentabilité accrue de nos participations mises en équivalence.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,19 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,96.

Les commandes non financées⁸ des secteurs militaires combinés s'établissaient à 435,4 millions \$ au 31 décembre 2013.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 147,8 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de la U.S. Navy, aux termes d'un contrat de vente de matériel militaire à l'étranger, pour la fourniture d'un entraîneur de vol opérationnel à la mission MH-60R à la Marine royale danoise;
- Une commande de Beechcraft Corporation pour la conception d'un système d'entraînement au sol complet T-6C pour la Force aérienne mexicaine;
- Une commande de Lockheed Martin pour plusieurs mises à niveau d'anciens simulateurs C-130 de l'USAF;
- Une commande des forces aériennes italiennes pour la conception d'un dispositif d'entraînement aux missions sur UAS représentant le Predator de General Atomics;
- Une commande de Boeing pour la construction de deux entraîneurs de vol opérationnel P-8A additionnels pour la U.S. Navy.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	127,5	123,5	137,8	153,1	140,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	23,3	18,3	16,5	19,4	19,3 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	18,3	14,8	12,0	12,7	13,8 %
Dotation aux amortissements	4,5	4,1	3,9	4,2	3,9 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,0	1,2	1,5	(0,6)	2,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,5	2,4	3,8	6,8	6,4 \$
Capital utilisé	382,1	340,9	344,1	326,1	333,6 \$
Carnet de commandes	669,9	635,4	673,4	688,7	729,2 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, des programmes européens et de nos produits IES, neutralisée en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens.

La diminution par rapport au troisième trimestre de 2013 découle essentiellement de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, nord-américains et australiens, compensée en partie par l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 388,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en baisse de 20,6 millions \$, soit 5 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique d'abord et avant tout par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, australiens et européens de même que par la diminution du niveau d'activité de nos produits IES, neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 27 % par rapport au trimestre précédent et de 21 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 23,3 millions \$ (18,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,3 millions \$ (14,8 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 19,3 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2013.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes asiatiques et de nos produits IES, conjuguée à la hausse du volume et des marges à l'égard de nos programmes européens. L'augmentation a été annulée en partie par le recul du volume à l'égard de nos programmes nord-américains.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de l'augmentation des marges à l'égard des programmes européens et d'une composition favorable de produits IES.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 58,1 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, en baisse de 2,5 millions \$, soit 4 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution traduit en grande partie la reprise d'une provision pour contrepartie éventuelle survenue au deuxième trimestre de l'exercice 2013, ainsi que l'incidence défavorable des variations de change. Le fléchissement a été neutralisé en partie par l'augmentation des marges à l'égard des programmes européens.

Capital utilisé en hausse de 41,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie découlant de la baisse des comptes créditeurs et de la hausse des comptes débiteurs de même que par l'augmentation de l'investissement dans les autres actifs non courants.

Carnet de commandes en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2013	Période de neuf mois close le 31 décembre 2013
Carnet de commandes en début de période	635,4 \$	688,7 \$
+ commandes	147,8	351,6
- produits des activités ordinaires	(127,5)	(388,8)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	14,2	18,4
Carnet de commandes en fin de période	669,9 \$	669,9 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,16. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,84.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 92,5 millions \$, notamment des contrats avec :

- Le ministère des Affaires intérieures du Brunei portant sur la mise en place d'un centre de formation et la fourniture de services de formation en gestion des urgences au cours des dix prochaines années au centre de formation polyvalent de CAE Brunei;
- La U.S. Navy portant sur la fourniture de services complets de formation des membres d'équipage du T-44C au cours des sept prochaines années en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci;
- Lockheed Martin portant sur la fourniture de divers services de soutien à la formation aux termes du programme visant le système d'entraînement de l'équipage du C-130 de l'USAF.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	74,3	67,6	61,0	64,0	58,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	7,7	6,9	7,1	8,8	6,1 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	10,4	10,2	11,6	13,8	10,4 %
Dotation aux amortissements	6,9	6,7	4,1	4,8	3,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,6	5,1	5,6	7,2	4,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	0,2	0,1	0,3	0,3	0,5 \$
Capital utilisé	194,6	177,0	174,1	152,0	145,1 \$
Carnet de commandes	1 354,4	1 307,0	1 286,7	1 306,5	1 274,5 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 27 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, à l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et à la progression du niveau d'activité à l'égard de l'un de nos programmes de formation sur hélicoptères.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, des programmes de formation sur hélicoptères et des programmes australiens de même qu'à l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 202,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 22,9 millions \$, soit 13 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, australiens et européens, par la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et par l'incidence favorable des variations de change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La hausse a été neutralisée en partie par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, coentreprise maintenant comptabilisée comme une participation mise en équivalence alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 26 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 7,7 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 6,9 millions \$ (10,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 6,1 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2013.

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises) et par la progression du volume à l'égard des programmes nord-américains. L'augmentation a été neutralisée en partie par le recul des marges à l'égard de nos services IES.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 est en grande partie attribuable à la hausse du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises) et à l'augmentation du volume à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul des marges à l'égard de nos services IES.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 21,7 millions \$ (10,7 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 3,1 millions \$, soit 17 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises) et par la progression du volume à l'égard des programmes nord-américains. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, y compris les coûts engagés au démarrage des activités de certains programmes asiatiques.

Capital utilisé en hausse de 17,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation des comptes débiteurs et de l'investissement dans les participations mises en équivalence découlant de la rentabilité accrue.

Carnet de commandes en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2013	Période de neuf mois close le 31 décembre 2013
Carnet de commandes en début de période	1 307,0 \$	1 306,5 \$
+ commandes	92,5	216,2
- produits des activités ordinaires	(74,3)	(202,9)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	29,2	34,6
Carnet de commandes en fin de période	1 354,4 \$	1 354,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,25. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,20.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 126,0 millions \$ au 31 décembre 2013.

7.3 Secteur Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Les expansions de CAE Santé comprennent ce qui suit :

Expansions

- Nous avons inauguré une nouvelle installation offrant des cours de formation sur simulateurs de patients à Long Beach (États-Unis).

Les initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une importante mise à niveau de notre principale solution de modélisation des ressources comportant plus de 200 améliorations, y compris une meilleure performance et une nouvelle fonctionnalité de simulation des conditions;
- Nous avons lancé un nouveau système innovateur de conception des modèles de forage et de dynamitage comportant des fonctionnalités de conception automatisée et de téléchargement des données vers les foreuses.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de 44 simulateurs de patients et de services pluriannuels de maintenance au U.S. Navy Expeditionary Combat Command (États-Unis);
- La vente de quatre systèmes de gestion des centres à DeVry, Inc. (États-Unis);
- La vente de sept entraîneurs de tâches d'échographie, de trois simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie et de services pluriannuels de maintenance à un collège communautaire (États-Unis).

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de logiciels de modélisation des ressources, de planification de mines à ciel ouvert et de planification de mines souterraines à Hellas Gold S.A. (Grèce);
- La vente de services de consultation géologique et technique à un client brésilien.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013
Produits des activités ordinaires	29,7	27,1	29,8	29,0	28,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	1,4	1,0	1,6	1,8	1,7 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	4,7	3,7	5,4	6,2	5,9 %
Dotation aux amortissements	3,5	3,3	3,5	4,0	3,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,6	0,7	1,1	0,7	0,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	4,1	2,8	2,7	2,5	2,1 \$
Capital utilisé	217,8	205,7	207,6	199,2	198,6 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de CAE Santé du fait de la progression des ventes de simulateurs de patients et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels de CAE Mines.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de CAE Santé, neutralisée en partie par le recul de ceux tirés de CAE Mines. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des entraîneurs de tâches d'échographie de CAE Santé a été neutralisée en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des systèmes de gestion des centres du fait d'une importante commande exécutée au cours de l'exercice précédent. Quant à CAE Mines, la baisse est principalement attribuable au recul des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'exploitation minière et des services de consultation.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 86,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 3,5 millions \$, soit 4 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de CAE Santé, neutralisée en partie par la diminution de ceux tirés de CAE Mines. La progression des produits des activités ordinaires tirés des entraîneurs de tâches d'échographie et des systèmes de gestion des centres de CAE Santé découlant d'un accroissement du nombre de produits installés a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. Quant à CAE Mines, la baisse des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels et de services de consultation a été compensée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la maintenance de logiciels.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 40 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 18 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,4 million \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,0 million \$ (3,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 1,7 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2013.

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la progression susmentionnée des produits des activités ordinaires.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'explique d'abord et avant tout par la diminution du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé du fait de l'augmentation de la charge d'amortissement au titre des immobilisations incorporelles, y compris l'amortissement des frais de R-D inscrits à l'actif.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 4,0 millions \$ (4,6 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, en baisse de 0,6 million \$, soit 13 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par le recul du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines découlant d'une diminution des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en hausse de 12,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant des variations de change et à la progression de comptes débiteurs.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
	2013	31 décembre 2012	30 septembre 2013	2013	31 décembre 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	56,2 \$	48,4 \$	66,6 \$	208,4 \$	158,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(39,2)	48,3	51,5	(56,7)	(117,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	17,0 \$	96,7 \$	118,1 \$	151,7 \$	40,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁹	(14,4)	(8,5)	(9,4)	(31,0)	(29,1)
Autres actifs	(5,6)	(3,6)	-	(18,5)	(14,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,5	7,8	4,7	6,9	8,1
Produit net tiré des (paiements versés aux) participations mises en équivalence	0,4	0,6	1,5	2,4	(2,8)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	-	2,9	14,2	14,2	2,9
Dividendes versés	(10,6)	(9,0)	(9,4)	(30,2)	(26,9)
Flux de trésorerie disponibles ⁹	(12,7) \$	86,9 \$	119,7 \$	95,5 \$	(21,7) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁹	(22,8)	(14,2)	(15,2)	(60,7)	(53,9)
Frais de développement inscrits à l'actif	(11,7)	(13,0)	(10,2)	(34,0)	(37,0)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,0	1,3	3,2	(10,4)	2,0
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(2,9)	(20,2)	(0,5)	(3,4)	(284,6)
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9,3	3,5	(0,3)	13,9	-
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(39,8) \$	44,3 \$	96,7 \$	0,9 \$	(395,2) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles d'un montant négatif de 12,7 millions \$ ce trimestre

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et par le recul des dividendes reçus des participations mises en équivalence et des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'explique en grande partie par des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Les flux de trésorerie se sont établis à un montant positif de 95,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 117,2 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Dépenses d'investissement en immobilisations de 37,2 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 22,8 millions \$ ce trimestre et à 60,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Nos décisions en matière de dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont fondées sur le marché et ont pour but de satisfaire aux exigences de nos clients existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 14,4 millions \$ ce trimestre et 31,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 décembre 2013	30 septembre 2013	31 mars 2013
Utilisation du capital :			
Actifs courants	1 242,2 \$	1 211,1 \$	1 307,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(266,3)	(286,9)	(260,0)
Passifs courants	(867,0)	(859,3)	(906,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	43,7	41,4	70,6
Fonds de roulement hors trésorerie ¹⁰	152,6 \$	106,3 \$	211,8 \$
Immobilisations corporelles	1 260,4	1 195,1	1 142,8
Autres actifs non courants	1 481,6	1 408,6	1 240,9
Autres passifs non courants	(618,0)	(617,7)	(635,7)
Total du capital utilisé	2 276,6 \$	2 092,3 \$	1 959,8 \$
Provenance du capital :			
Partie courante de la dette à long terme	43,7 \$	41,4 \$	70,6 \$
Dette à long terme	1 109,1	1 055,9	1 002,8
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(266,3)	(286,9)	(260,0)
Dette nette ¹⁰	886,5 \$	810,4 \$	813,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 352,6	1 248,2	1 114,6
Participations ne donnant pas le contrôle	37,5	33,7	31,8
Provenance du capital	2 276,6 \$	2 092,3 \$	1 959,8 \$

Capital utilisé en hausse de 184,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, essentiellement du fait des variations de change, de même qu'à la progression du fonds de roulement hors trésorerie.

Notre rendement du capital utilisé¹⁰ (RCU) a été de 11,1 % ce trimestre, comparativement à 10,9 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 46,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La progression est en grande partie attribuable à la hausse des comptes débiteurs et des stocks.

Autres actifs non courants en hausse de 73,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des immobilisations incorporelles et des autres actifs non courants, essentiellement du fait des variations de change et de la progression de l'investissement dans les participations mises en équivalence, laquelle s'explique par la rentabilité accrue et les variations de change.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 65,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation découle essentiellement des variations de change et des dépenses d'investissement en immobilisations, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la dotation aux amortissements.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2013	Période de neuf mois close le 31 décembre 2013
Dette nette en début de période	810,4 \$	813,4 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	39,8	(0,9)
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	24,2	35,7
Autres	12,1	38,3
Augmentation de la dette nette pour la période	76,1 \$	73,1 \$
Dette nette en fin de période	886,5 \$	886,5 \$

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le 1^{er} octobre 2013, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties afin d'en prolonger la durée d'avril 2017 à octobre 2018, sans aucune modification des modalités et conditions existantes.

En septembre 2013, nous avons, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, conclu un contrat de location-financement visant cinq simulateurs situés aux États-Unis. Nous avons, par l'intermédiaire de cette même filiale, conclu deux contrats de location-financement additionnels en octobre 2013 visant deux simulateurs situés aux États-Unis. Ces contrats représentaient une obligation liée à des contrats de location-financement de 33,8 millions \$ au 31 décembre 2013.

Nous avons conclu un accord visant la vente de certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant pouvant aller jusqu'à 150,0 millions \$.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 décembre 2013, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 108,2 millions \$ ce trimestre

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie des variations de change favorables de 63,1 millions \$ et du résultat net de 47,6 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2013, nous avons au total 261 942 810 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 493,6 millions \$.

Au 31 janvier 2014, nous avons au total 262 209 206 actions ordinaires émises et en circulation.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nous avons versé un montant de 0,5 million \$ dans le cadre de transactions de regroupement d'entreprises, dont une tranche de 0,4 million \$ au titre du paiement d'une contrepartie éventuelle exigible dans le cadre d'une acquisition antérieure et une tranche de 0,1 million \$ au titre de l'acquisition des actifs de RW Consulting and Training Services LTD, un fournisseur de services de formation et de consultation dans le secteur des mines. Le prix d'achat à payer au titre de cette acquisition totalise 0,4 million \$, dont une contrepartie éventuelle de 0,3 million \$.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la Société a payé le solde de 2,9 millions \$ (2,1 millions €) du prix d'achat pour l'acquisition d'OAA qui a eu lieu en mai 2012.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11, *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était auparavant le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Nous utilisions auparavant la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais nous appliquons dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme.

Selon cette méthode, la quote-part nous revenant de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. De plus, le tableau consolidé des flux de trésorerie tient compte des flux de trésorerie entre nos coentreprises et nous plutôt que de notre quote-part des flux de trésorerie des coentreprises. Nous avons déterminé que le classement de nos partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*, afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, nous déterminons le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, que nous présentons dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes, comme c'était le cas auparavant. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de la version modifiée de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées seront ajoutées à nos états financiers consolidés annuels.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés*, en remplacement de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, ainsi que d'une partie d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée au 1^{er} avril 2013. Nous avons déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de nos filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à cette norme seront ajoutées à nos états financiers consolidés annuels.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. L'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés outre la présentation de nouvelles informations à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles informations devant être présentées sur les autres éléments du résultat global figurent dans l'état consolidé du résultat global.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16, *Immobilisations corporelles*, en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée au 1^{er} avril 2013. La modification d'IAS 16 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à notre compte consolidé de résultat, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 par suite de ces changements touchant les méthodes comptables.

Rapprochement sommaire de la situation financière

<i>(non audité)</i> <i>(en millions)</i>	31 mars 2013	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	31 mars 2013 Retraité	1 ^{er} avril 2012	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	1 ^{er} avril 2012 Retraité
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	- \$	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1) \$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

<i>(non audité)</i> <i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012				Période de neuf mois close le 31 décembre 2012			
	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités
Produits des activités ordinaires	522,1 \$	(21,2) \$	- \$	500,9 \$	1 516,6 \$	(47,0) \$	- \$	1 469,6 \$
Coût des ventes	370,9	(10,0)	(0,1)	360,8	1 062,3	(18,1)	(0,4)	1 043,8
Marge brute	151,2 \$	(11,2) \$	0,1 \$	140,1 \$	454,3 \$	(28,9) \$	0,4 \$	425,8 \$
Frais de recherche et de développement	14,0	(0,1)	-	13,9	42,5	(0,4)	-	42,1
Frais de vente, généraux et d'administration	67,3	(1,7)	0,1	65,7	203,0	(4,2)	0,2	199,0
Autres profits – montant net	(5,9)	0,3	-	(5,6)	(20,5)	1,0	-	(19,5)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	-	(7,1)	-	(7,1)	-	(17,8)	-	(17,8)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,4	-	-	13,4	55,2	(0,3)	-	54,9
Résultat opérationnel	62,4 \$	(2,6) \$	- \$	59,8 \$	174,1 \$	(7,2) \$	0,2 \$	167,1 \$
Produits financiers	(2,7)	(0,5)	-	(3,2)	(5,8)	(1,6)	-	(7,4)
Charges financières	18,2	(1,3)	1,3	18,2	55,8	(4,4)	3,8	55,2
Charges financières – montant net	15,5 \$	(1,8) \$	1,3 \$	15,0 \$	50,0 \$	(6,0) \$	3,8 \$	47,8 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	46,9 \$	(0,8) \$	(1,3) \$	44,8 \$	124,1 \$	(1,2) \$	(3,6) \$	119,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	9,4	(1,4)	(0,4)	7,6	28,1	(2,8)	(1,0)	24,3
Résultat net	37,5 \$	0,6 \$	(0,9) \$	37,2 \$	96,0 \$	1,6 \$	(2,6) \$	95,0 \$
Attribuable aux :								
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	37,8 \$	0,6 \$	(0,9) \$	37,5 \$	95,6 \$	1,6 \$	(2,6) \$	94,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,3)	-	-	(0,3)	0,4	-	-	0,4
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
De base et dilué	0,15 \$	- \$	(0,01) \$	0,14 \$	0,37 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,37 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	259,2	-	-	259,2	258,8	-	-	258,8
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	259,5	-	-	259,5	259,1	-	-	259,1

Rapprochement sommaire du résultat global

<i>(non audité)</i> <i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012				Période de neuf mois close le 31 décembre 2012			
	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités
Résultat net	37,5 \$	0,6 \$	(0,9) \$	37,2 \$	96,0 \$	1,6 \$	(2,6) \$	95,0 \$
Différences de conversion	29,6 \$	- \$	- \$	29,6 \$	(2,9) \$	- \$	- \$	(2,9) \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(5,6)	2,1	-	(3,5)	(4,7)	1,4	-	(3,3)
Écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies	13,8	-	0,9	14,7	(15,2)	-	2,7	(12,5)
Autres éléments du résultat global	37,8 \$	2,1 \$	0,9 \$	40,8 \$	(22,8) \$	1,4 \$	2,7 \$	(18,7) \$
Résultat global total	75,3 \$	2,7 \$	- \$	78,0 \$	73,2 \$	3,0 \$	0,1 \$	76,3 \$
Attribuable aux :								
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	75,5 \$	2,7 \$	- \$	78,2 \$	72,7 \$	3,0 \$	0,1 \$	75,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	-	-	(0,2)	0,5	-	-	0,5
	75,3 \$	2,7 \$	- \$	78,0 \$	73,2 \$	3,0 \$	0,1 \$	76,3 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie*(non audité)**Période de neuf mois close le 31 décembre 2012**(en millions)*

	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	75,8 \$	(35,0) \$	- \$	40,8 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(451,9)	40,8	-	(411,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	394,1	0,6	-	394,7

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2013, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

*(non audité)**(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)*

	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel
Exercice 2014					
Produits des activités ordinaires	530,4	487,5	513,6	¹⁾	1 531,5 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	¹⁾	131,2 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	45,6	38,3	46,1	¹⁾	130,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	¹⁾	1,2 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	¹⁾	0,50 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	¹⁾	0,50 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	¹⁾	260,9
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	¹⁾	261,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	¹⁾	1,04
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	¹⁾	1,38
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	¹⁾	1,63
Exercice 2013					
					Total
Produits des activités ordinaires	462,2	506,5	500,9	565,6	2 035,2 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,5	35,6	37,5	43,1	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58
Exercice 2012²⁾					
					Total
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58

¹⁾ Non disponible.²⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

État consolidé de la situation financière

<i>(non audité)</i>		31 décembre	31 mars	1er avril
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	2013	2013	2012
			Retraité (Note 2)	Retraité (Note 2)
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		266,3 \$	260,0 \$	254,7 \$
Comptes débiteurs	4	407,6	401,4	302,3
Contrats en cours : actifs		238,5	265,6	259,8
Stocks		221,9	176,2	146,9
Paiements d'avance		67,3	53,5	46,1
Impôts sur le résultat à recouvrer		32,3	141,9	95,5
Actifs financiers dérivés		8,3	9,0	10,3
Total de l'actif courant		1 242,2 \$	1 307,6 \$	1 115,6 \$
Immobilisations corporelles		1 260,4	1 142,8	993,2
Immobilisations incorporelles		840,4	794,4	527,9
Participations mises en équivalence		217,1	196,9	172,9
Actifs d'impôt différé		34,9	31,3	16,9
Actifs financiers dérivés		5,2	6,4	7,2
Autres actifs		384,0	211,9	195,2
Total de l'actif		3 984,2 \$	3 691,3 \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres				
Comptes créditeurs et charges à payer		607,0 \$	644,2 \$	556,2 \$
Provisions		30,7	49,0	21,6
Impôts sur le résultat à payer		8,9	10,0	9,4
Contrats en cours : passifs		155,6	122,3	110,4
Partie courante de la dette à long terme	5	43,7	70,6	119,3
Passifs financiers dérivés		21,1	10,3	8,9
Total du passif courant		867,0 \$	906,4 \$	825,8 \$
Provisions		6,6	7,9	5,5
Dette à long terme	5	1 109,1	1 002,8	588,4
Obligations relatives aux redevances		160,7	160,6	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		81,8	136,1	114,3
Profits différés et autres passifs non courants		193,4	191,4	182,5
Passifs d'impôt différé		161,7	129,9	90,0
Passifs financiers dérivés		13,8	9,8	9,4
Total du passif		2 594,1 \$	2 544,9 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres				
Capital-actions		493,6 \$	471,7 \$	454,5 \$
Surplus d'apport		22,7	21,9	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global		79,2	(12,0)	(6,0)
Résultats non distribués		757,1	633,0	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 352,6 \$	1 114,6 \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		37,5	31,8	20,3
Total des capitaux propres		1 390,1 \$	1 146,4 \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		3 984,2 \$	3 691,3 \$	3 028,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte consolidé de résultat

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2013	2012	31 décembre 2013	2012
			Retraité (Note 2)		Retraité (Note 2)
Produits des activités ordinaires	13	513,6 \$	500,9 \$	1 531,5 \$	1 469,6 \$
Coût des ventes		364,8	360,8	1 101,1	1 043,8
Marge brute		148,8 \$	140,1 \$	430,4 \$	425,8 \$
Frais de recherche et de développement		16,1	13,9	48,5	42,1
Frais de vente, généraux et administration		68,6	65,7	210,5	199,0
Autres profits – montant net	9	(2,0)	(5,6)	(12,3)	(19,5)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	13	(11,5)	(7,1)	(21,9)	(17,8)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	10	-	13,4	-	54,9
Résultat opérationnel		77,6 \$	59,8 \$	205,6 \$	167,1 \$
Produits financiers	5	(2,3)	(3,2)	(7,4)	(7,4)
Charges financières	5	21,0	18,2	61,8	55,2
Charges financières – montant net		18,7 \$	15,0 \$	54,4 \$	47,8 \$
Résultat avant impôts sur le résultat		58,9 \$	44,8 \$	151,2 \$	119,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	11	11,3	7,6	20,0	24,3
Résultat net		47,6 \$	37,2 \$	131,2 \$	95,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		46,1 \$	37,5 \$	130,0 \$	94,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,5	(0,3)	1,2	0,4
		47,6 \$	37,2 \$	131,2 \$	95,0 \$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	7	0,18 \$	0,14 \$	0,50 \$	0,37 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

(non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
		Retraité (Note 2)		Retraité (Note 2)
Résultat net	47,6 \$	37,2 \$	131,2 \$	95,0 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différences de conversion				
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	68,4 \$	33,2 \$	112,1 \$	(2,7) \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(14,7)	(7,4)	(20,1)	(0,2)
Impôts sur le résultat	1,7	0,8	1,7	(0,5)
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	7,7	3,0	9,5	0,5
	63,1 \$	29,6 \$	103,2 \$	(2,9) \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(17,3) \$	(6,9) \$	(30,1) \$	3,9 \$
Reclassement au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers	8,3	(1,7)	14,9	(10,1)
Impôts sur le résultat	2,5	2,3	4,0	1,6
Quote-part après impôt des variations nettes de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie des participations mises en équivalence	0,1	2,8	(0,6)	1,3
	(6,4) \$	(3,5) \$	(11,8) \$	(3,3) \$
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	0,1 \$	- \$	0,2 \$	- \$
	0,1 \$	- \$	0,2 \$	- \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net				
Profits (pertes) actuariels au titre des régimes à prestations définies				
Profits (pertes) actuariels au titre des régimes à prestations définies	14,0 \$	20,0 \$	49,0 \$	(17,1) \$
Impôts sur le résultat	(3,7)	(5,3)	(13,1)	4,6
	10,3 \$	14,7 \$	35,9 \$	(12,5) \$
Autres éléments du résultat global	67,1 \$	40,8 \$	127,5 \$	(18,7) \$
Résultat global total	114,7 \$	78,0 \$	258,7 \$	76,3 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	112,8 \$	78,2 \$	257,1 \$	75,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	(0,2)	1,6	0,5
	114,7 \$	78,0 \$	258,7 \$	76,3 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

(non audité)

	Notes	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Total		
		Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes à l'ouverture de la période – retraité	2	259 979 059	471,7	\$ 21,9	\$ (12,0)	\$ 633,0	\$ 1 114,6	\$ 31,8	\$ 1 146,4	
Résultat net		-	-	-	-	130,0	130,0	1,2	131,2	
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	102,8	-	102,8	0,4	103,2	
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(11,8)	-	(11,8)	-	(11,8)	
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2	
Profits actuariels au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	35,9	35,9	-	35,9	
Résultat global total		-	-	\$ -	\$ 91,2	\$ 165,9	\$ 257,1	\$ 1,6	\$ 258,7	
Options sur actions exercées		980 445	8,2	-	-	-	8,2	-	8,2	
Achat facultatif au comptant		1 058	-	-	-	-	-	-	-	
Dividendes en actions	7	982 248	11,6	-	-	(11,6)	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	2,1	(2,1)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,9	-	-	2,9	-	2,9	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	4,1	4,1	
Dividendes	7	-	-	-	-	(30,2)	(30,2)	-	(30,2)	
Soldes à la clôture de la période		261 942 810	493,6	\$ 22,7	\$ 79,2	\$ 757,1	\$ 1 352,6	\$ 37,5	\$ 1 390,1	

(non audité)

	Notes	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Total		
		Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes à l'ouverture de la période – retraité	2	258 266 295	454,5	\$ 19,2	\$ (6,0)	\$ 563,4	\$ 1 031,1	\$ 20,3	\$ 1 051,4	
Résultat net		-	-	-	-	94,6	94,6	0,4	95,0	
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	(3,0)	-	(3,0)	0,1	(2,9)	
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(3,3)	-	(3,3)	-	(3,3)	
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(12,5)	(12,5)	-	(12,5)	
Résultat global total		-	-	\$ -	\$ (6,3)	\$ 82,1	\$ 75,8	\$ 0,5	\$ 76,3	
Options sur actions exercées		382 250	3,2	-	-	-	3,2	-	3,2	
Achat facultatif au comptant		1 161	-	-	-	-	-	-	-	
Dividendes en actions	7	940 859	9,3	-	-	(9,3)	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,9	(0,9)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions		-	-	3,1	-	-	3,1	-	3,1	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	8,4	8,4	
Dividendes	7	-	-	-	-	(26,9)	(26,9)	-	(26,9)	
Soldes à la clôture de la période – retraité		259 590 565	467,9	\$ 21,4	\$ (12,3)	\$ 609,3	\$ 1 086,3	\$ 29,2	\$ 1 115,5	

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 s'est élevé à 836,3 millions \$ (597,0 millions \$ en 2012).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2013	2012
Activités opérationnelles			Retraité (Note 2)
Résultat net		131,2 \$	95,0 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		72,9	69,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		48,8	33,3
Amortissement des frais de financement	5	1,2	1,2
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence		(21,9)	(17,8)
Impôts sur le résultat différés		18,4	19,3
Crédits d'impôt à l'investissement		(12,4)	(16,6)
Rémunération fondée sur des actions		3,6	(1,4)
Régimes de retraite à prestations définies		(6,9)	(2,2)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(18,6)	(10,3)
Autres		(7,9)	(11,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	11	(56,7)	(117,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		151,7 \$	40,8 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	3	(3,4) \$	(284,6) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(91,7)	(83,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		6,9	8,1
Frais de développement inscrits à l'actif		(34,0)	(37,0)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(6,4)	(13,9)
Produit net des (paiements versés aux) participations mises en équivalence		2,4	(2,8)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		14,2	2,9
Autres		(12,1)	(0,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(124,1) \$	(411,1) \$
Activités de financement			
Variation nette des liquidités soumises à restrictions		(18,1) \$	0,1 \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		-	(24,6)
Produit tiré de l'emprunt aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		473,7	489,1
Remboursement sur l'emprunt aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		(470,3)	(356,8)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		52,7	685,6
Remboursement sur la dette à long terme		(33,7)	(356,4)
Remboursement sur contrats de location-financement		(17,0)	(17,3)
Dividendes versés	7	(30,2)	(26,9)
Émission d'actions ordinaires		8,2	3,2
Autres		(0,5)	(1,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(35,2) \$	394,7 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		13,9 \$	- \$
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		6,3 \$	24,4 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		260,0	254,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		266,3 \$	279,1 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		15,4 \$	5,2 \$
Intérêts payés		38,0	36,9
Intérêts reçus		6,3	5,3
Impôts sur le résultat payés		15,6	18,6

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 11 février 2014.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les avionneurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation par simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses dispositifs directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34 (« Information financière intermédiaire »), laquelle régit l'établissement d'états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2013, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Comme elle prévoit récupérer certains de ses crédits d'impôt à l'investissement dans plus de 12 mois, la Société a reclassé certains crédits d'impôt à l'investissement de l'actif non courant dans son état consolidé de la situation financière lors du premier trimestre de l'exercice 2014.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant généralement le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Auparavant, la Société utilisait la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle applique dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux dispositions de transition de cette norme.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. De plus, l'état consolidé des flux de trésorerie inclue les mouvements de trésorerie entre la Société et ses coentreprise, et non pas la quote-part proportionnelle de la Société dans les mouvements de trésorerie de ses coentreprises. La Société a déterminé que le classement de ses partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords ainsi que d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, la Société a déterminé le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, qu'elle présente dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes qui étaient utilisés auparavant. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux dispositions de transition de cette norme, et les nouvelles informations devant être présentées seront ajoutées aux états financiers consolidés annuels de la Société.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée au 1^{er} avril 2013. La Société a déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de ses filiales.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à IFRS 12 seront ajoutées aux états financiers consolidés annuels de la Société.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux dispositions de transition de cette norme. L'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, sauf pour ce qui est de la présentation d'informations supplémentaires figurant à la note 12.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles exigences visant les autres éléments du résultat global sont intégrées à l'état consolidé du résultat global.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16 *Immobilisations corporelles* en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée au 1^{er} avril 2013. La modification d'IAS 16 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 de la Société ainsi qu'à son compte consolidé de résultat, à son état consolidé du résultat global et à son tableau consolidé des flux de trésorerie pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 décembre 2012 par suite des modifications de méthodes comptables :

Rapprochement sommaire de la situation financière

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars			1er avril				
	31 mars 2013	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	31 mars 2013 retraité	1er avril 2012	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	1er avril 2012 retraité
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2	\$ (33,2)	\$ -	\$ 260,0	287,3	\$ (32,6)	\$ -	\$ 254,7
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7	\$ (187,4)	\$ -	\$ 3 691,3	\$ 3 183,7	\$ (154,8)	\$ -	\$ 3 028,9
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8	\$ (96,4)	\$ -	\$ 906,4	883,4	\$ (57,6)	\$ -	\$ 825,8
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2	\$ (199,3)	\$ -	\$ 2 544,9	\$ 2 141,5	\$ (164,1)	\$ 0,1	\$ 1 977,5
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7	\$ -	\$ -	\$ 471,7	454,5	\$ -	\$ -	\$ 454,5
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7	\$ 11,9	\$ -	\$ 1 114,6	\$ 1 021,9	\$ 9,3	\$ (0,1)	\$ 1 031,1
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5	\$ 11,9	\$ -	\$ 1 146,4	\$ 1 042,2	\$ 9,3	\$ (0,1)	\$ 1 051,4
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7	\$ (187,4)	\$ -	\$ 3 691,3	\$ 3 183,7	\$ (154,8)	\$ -	\$ 3 028,9

Rapprochement du résultat net

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012				Période de neuf mois close le 31 décembre 2012			
	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités
Produits des activités ordinaires	522,1 \$	(21,2) \$	- \$	500,9 \$	1 516,6 \$	(47,0) \$	- \$	1 469,6 \$
Coût des ventes	370,9	(10,0)	(0,1)	360,8	1 062,3	(18,1)	(0,4)	1 043,8
Marge brute	151,2 \$	(11,2) \$	0,1 \$	140,1 \$	454,3 \$	(28,9) \$	0,4 \$	425,8 \$
Frais de recherche et de développement	14,0	(0,1)	-	13,9	42,5	(0,4)	-	42,1
Frais de vente, généraux et administration	67,3	(1,7)	0,1	65,7	203,0	(4,2)	0,2	199,0
Autres profits – montant net	(5,9)	0,3	-	(5,6)	(20,5)	1,0	-	(19,5)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	-	(7,1)	-	(7,1)	-	(17,8)	-	(17,8)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,4	-	-	13,4	55,2	(0,3)	-	54,9
Résultat opérationnel	62,4 \$	(2,6) \$	- \$	59,8 \$	174,1 \$	(7,2) \$	0,2 \$	167,1 \$
Produits financiers	(2,7)	(0,5)	-	(3,2)	(5,8)	(1,6)	-	(7,4)
Charges financières	18,2	(1,3)	1,3	18,2	55,8	(4,4)	3,8	55,2
Charges financières – montant net	15,5 \$	(1,8) \$	1,3 \$	15,0 \$	50,0 \$	(6,0) \$	3,8 \$	47,8 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	46,9 \$	(0,8) \$	(1,3) \$	44,8 \$	124,1 \$	(1,2) \$	(3,6) \$	119,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	9,4	(1,4)	(0,4)	7,6	28,1	(2,8)	(1,0)	24,3
Résultat net	37,5 \$	0,6 \$	(0,9) \$	37,2 \$	96,0 \$	1,6 \$	(2,6) \$	95,0 \$
Attribuable aux :								
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	37,8 \$	0,6 \$	(0,9) \$	37,5 \$	95,6 \$	1,6 \$	(2,6) \$	94,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,3)	-	-	(0,3)	0,4	-	-	0,4
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
De base et dilué	0,15 \$	- \$	(0,01) \$	0,14 \$	0,37 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,37 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	259,2	-	-	259,2	258,8	-	-	258,8
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	259,5	-	-	259,5	259,1	-	-	259,1

Rapprochement sommaire du résultat global

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012				Période de neuf mois close le 31 décembre 2012			
	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités
Résultat net	37,5 \$	0,6 \$	(0,9) \$	37,2 \$	96,0 \$	1,6 \$	(2,6) \$	95,0 \$
Différences de conversion	29,6 \$	- \$	- \$	29,6 \$	(2,9) \$	- \$	- \$	(2,9) \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(5,6)	2,1	-	(3,5)	(4,7)	1,4	-	(3,3)
Gains (pertes) actuariels liés aux régimes à prestations définies	13,8	-	0,9	14,7	(15,2)	-	2,7	(12,5)
Autres éléments du résultat global	37,8 \$	2,1 \$	0,9 \$	40,8 \$	(22,8) \$	1,4 \$	2,7 \$	(18,7) \$
Résultat global total	75,3 \$	2,7 \$	- \$	78,0 \$	73,2 \$	3,0 \$	0,1 \$	76,3 \$
Attribuable aux :								
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	75,5 \$	2,7 \$	- \$	78,2 \$	72,7 \$	3,0 \$	0,1 \$	75,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	-	-	(0,2)	0,5	-	-	0,5
	75,3 \$	2,7 \$	- \$	78,0 \$	73,2 \$	3,0 \$	0,1 \$	76,3 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie*(non audité)**Période de neuf mois close le 31 décembre 2012**(montants en millions)*

	Comme présentés	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Comme retraités
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	75,8 \$	(35,0) \$	- \$	40,8 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(451,9)	40,8	-	(411,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	394,1	0,6	-	394,7

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la Société a versé un montant de 0,5 million \$ dans le cadre de transactions de regroupements d'entreprises, dont une tranche de 0,4 million \$ au titre du paiement d'une contrepartie éventuelle relative à une acquisition précédente, et une tranche de 0,1 million \$ au titre de l'acquisition des actifs de RW Consulting and Training Services LTD (RWCTS), un fournisseur de services de formation et de consultation dans le secteur des mines. Le prix d'achat à payer au titre de cette acquisition totalise 0,4 million \$, dont une contrepartie éventuelle de 0,3 million \$.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la Société a payé le solde de 2,9 millions \$ (2,1 millions €) du prix d'achat pour l'acquisition d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l.(OAA) qui a eu lieu en mai 2012.

NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

*(non audité)**(montants en millions)*

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Comptes clients courants	146,8 \$	144,5 \$
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	34,8	37,7
31-60 jours	22,7	15,5
61-90 jours	8,3	14,5
Plus de 90 jours	45,7	44,2
Provision pour créances douteuses	(12,7)	(9,8)
Total comptes clients	245,6 \$	246,6 \$
Comptes débiteurs non facturés	69,6	67,7
Montants à recevoir de parties liées (note 14)	54,2	49,9
Autres comptes débiteurs	38,2	37,2
Total des comptes débiteurs	407,6 \$	401,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	2013	31 décembre 2012	2013	31 décembre 2012
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(11,4) \$	(8,6) \$	(9,8) \$	(7,0) \$
Ajouts	(1,5)	(2,1)	(3,4)	(5,3)
Radiations	0,3	1,1	0,4	1,7
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	0,3	0,5	0,9	1,2
Différences de conversion	(0,4)	(0,4)	(0,8)	(0,1)
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(12,7) \$	(9,5) \$	(12,7) \$	(9,5) \$

NOTE 5 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET**Dettes à long terme**

En septembre 2013, par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, la Société a conclu un contrat de location-financement visant la location de cinq simulateurs situés aux États-Unis. La Société a conclu deux contrats de location-financement supplémentaires par l'entremise de cette même filiale en octobre 2013, visant la location de deux simulateurs situés aux États-Unis. Ces locations sont assorties d'une obligation totale de 33,8 millions \$ au 31 décembre 2013.

Charges financières – montant net

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Charges financières :				
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	13,0 \$	11,5 \$	39,2 \$	32,8 \$
Contrats de location-financement	2,6	2,8	7,3	8,2
Obligations relatives aux redevances	2,6	2,6	7,7	8,1
Obligations au titre des avantages du personnel, montant net	1,3	1,3	3,9	3,8
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,4	0,4	1,2	1,2
Désactualisation des autres passifs non courants	0,5	0,3	1,2	0,7
Autres	1,6	(0,1)	3,7	2,9
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	0,1	-	0,2	(0,4)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(1,1)	(0,6)	(2,6)	(2,1)
Charges financières	21,0 \$	18,2 \$	61,8 \$	55,2 \$
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,4) \$	(1,2) \$	(1,1) \$	(1,8) \$
Autres	(1,9)	(2,0)	(6,3)	(5,6)
Produits financiers	(2,3) \$	(3,2) \$	(7,4) \$	(7,4) \$
Charges financières – montant net	18,7 \$	15,0 \$	54,4 \$	47,8 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,0 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 (3,2 % en 2012), de 3,5 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 (4,00 % en 2012) et de 3,75 % pour le trimestre clos le 30 juin 2013 (4,75 % en 2012).

NOTE 6 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projet Falcon et projet Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	4,1 \$	7,3 \$	5,8 \$	8,3 \$
Contributions	4,5	7,4	14,2	23,6
Paiements reçus	(4,4)	(7,5)	(15,8)	(24,7)
Montant à recevoir à la clôture de la période	4,2 \$	7,2 \$	4,2 \$	7,2 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Falcon	0,7 \$	1,5 \$	2,4 \$	5,0 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,1	1,0	2,8	2,8
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Falcon	2,3 \$	4,4 \$	7,8 \$	14,5 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,4	0,5	1,2	1,3
Total des contributions :				
Projet Falcon	3,0 \$	5,9 \$	10,2 \$	19,5 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,5	1,5	4,0	4,1

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>(non audité)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	261 460 726	259 157 923	260 873 095	258 760 129
Effet dilutif des options sur actions	839 449	346 218	517 172	343 926
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	262 300 175	259 504 141	261 390 267	259 104 055

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, des options sur 1 101 490 actions ordinaires (3 891 516 en 2012) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, des options sur 1 105 890 actions ordinaires (3 891 516 en 2012) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le troisième trimestre de l'exercice 2014 se sont élevés à 15,7 millions \$, soit 0,06 \$ par action (12,9 millions \$ en 2013, soit 0,05 \$ par action). Les dividendes déclarés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014 se sont élevés à 41,8 millions \$, soit 0,16 \$ par action (36,2 millions \$ en 2013, soit 0,14 \$ par action).

NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Charges de personnel	176,8 \$	156,3 \$	508,8 \$	475,4 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	5,4	2,3	14,4	12,4
Charges de retraite – régimes à prestations définies ¹⁾	6,2	5,6	20,6	16,4
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	2,4	1,5	5,9	5,6
Indemnités de fin de contrat de travail	1,7	12,0	8,1	42,1
Total de la charge de rémunération du personnel	192,5 \$	177,7 \$	557,8 \$	551,9 \$

¹⁾ Comprend les intérêts nets liés aux obligations au titre des avantages du personnel (note 5).

NOTE 9 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Cession d'immobilisations corporelles	0,2 \$	(2,6) \$	(3,3) \$	(2,6) \$
Montant net des différences de conversion	0,9	(2,3)	1,5	(10,6)
Produits de dividendes	(0,4)	(0,6)	(1,1)	(0,6)
Reprise de contrepartie éventuelle découlant de regroupements d'entreprises	-	-	-	(5,0)
Reprise de la portion inutilisée d'une provision liée à une acquisition	-	-	(3,3)	-
Autres	(2,7)	(0,1)	(6,1)	(0,7)
Autres profits – montant net	(2,0) \$	(5,6) \$	(12,3) \$	(19,5) \$

NOTE 10 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Coûts de restructuration	- \$	11,5 \$	- \$	45,5 \$
Coûts d'intégration	-	1,9	-	3,4
Coûts d'acquisition	-	-	-	6,0
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	- \$	13,4 \$	- \$	54,9 \$

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à.r.l. (OAA) dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

NOTE 11 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LE RÉSULTAT*(non audité)**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**(montants en millions)*

	2013	2012
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	22,1 \$	(50,8) \$
Contrats en cours : actifs	35,8	(2,2)
Stocks	(45,1)	(24,6)
Paievements d'avance	2,4	0,6
Impôts sur le résultat à recouvrer	(1,1)	(3,0)
Actifs financiers dérivés	10,1	20,9
Comptes créditeurs et charges à payer	(75,2)	(51,9)
Provisions	(20,2)	17,6
Impôts sur le résultat à payer	(0,9)	(3,6)
Contrats en cours : passifs	30,7	(1,7)
Passifs financiers dérivés	(15,3)	(19,0)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(56,7) \$	(117,7) \$

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, une économie d'impôt importante de 11,0 millions \$ a été enregistrée au résultat à la suite d'une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada, rendue le 17 avril 2013, quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

NOTE 12 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur :

- i) La juste valeur de certaines provisions est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à la date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer mais dont la juste valeur peut faire l'objet d'une estimation fiable est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti, aux fins d'information uniquement :

- La juste valeur des comptes débiteurs, des contrats en cours ainsi que des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des comptes débiteurs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations découlant de contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 décembre 2013 :

(non audité)

(montants en millions)

	À la juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC ⁽¹⁾	Total		
Actifs financiers							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	266,3 \$	- \$	- \$	- \$	266,3 \$	266,3 \$	266,3 \$
Comptes débiteurs	-	-	388,7 ⁽²⁾	-	388,7	389,0	389,0
Contrats en cours : actifs	-	-	238,5	-	238,5	238,5	238,5
Actifs financiers dérivés	8,1	-	-	5,4	13,5	13,5	13,5
Autres actifs	23,5 ⁽³⁾	1,5 ⁽⁴⁾	129,2 ⁽⁵⁾	-	154,2	150,0	150,0
	297,9 \$	1,5 \$	756,4 \$	5,4 \$	1 061,2 \$	1 057,3 \$	1 057,3 \$

	À la juste valeur		Autres passifs financiers		Valeur comptable		Juste valeur	
	par le biais du résultat net				DDRC ⁽¹⁾	Total		
Passifs financiers								
Comptes créditeurs et charges à payer		1,2 \$		445,9 \$ ⁽⁶⁾	- \$	447,1 \$		449,0 \$
Total des provisions		3,5		26,5	-	30,0		30,0
Total de la dette à long terme		-		1 157,6 ⁽⁷⁾	-	1 157,6		1 220,5
Autres passifs non courants		-		194,4 ⁽⁸⁾	-	194,4		212,8
Passifs financiers dérivés		9,6		-	25,3	34,9		34,9
		14,3 \$		1 824,4 \$	25,3 \$	1 864,0 \$		1 947,2 \$

⁽¹⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

⁽²⁾ Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

⁽³⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁽⁴⁾ Représente les placements de portefeuille de la Société.

⁽⁵⁾ Comprend les comptes débiteurs non courants et les avances.

⁽⁶⁾ Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes au titre des redevances.

⁽⁷⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁽⁸⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie, au 31 décembre 2013 :

(non audité)

(montants en millions)

	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers			
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	266,3 \$	- \$	266,3 \$
Liquidités soumises à restrictions	23,5	-	23,5
Contrats de change à terme	1,3	-	1,3
Dérivés incorporés sur devises	1,3	-	1,3
Swaps sur actions	5,5	-	5,5
Disponibles à la vente	-	1,5	1,5
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture			
Contrats de change à terme	1,1	-	1,1
Swaps de devises	4,3	-	4,3
	303,3 \$	1,5 \$	304,8 \$
Passifs financiers			
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net			
Comptes créditeurs et charges à payer	- \$	1,2 \$	1,2 \$
Reprise de passifs éventuels découlant de regroupements d'entreprises	-	3,5	3,5
Contrats de change à terme	8,7	-	8,7
Dérivés incorporés sur devises	0,9	-	0,9
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture			
Contrats de change à terme	21,4	-	21,4
Swaps de devises	0,1	-	0,1
Swaps de taux d'intérêt	3,8	-	3,8
	34,9 \$	4,7 \$	39,6 \$

En ce qui a trait aux instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine s'il y a eu des transferts entre les niveaux en réévaluant le classement, en fonction du plus bas niveau qui est important au regard de l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble, à la clôture de chaque période.

NOTE 13 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses activités par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(non audité)

<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total	
<i>(montants en millions)</i>	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Produits des activités ordinaires externes	172,2	169,0	109,9	104,4	282,1	273,4	127,5	140,1	74,3	58,7	201,8	198,8	29,7	28,7	513,6	500,9
Dotation aux amortissements																
Immobilisations corporelles	19,0	18,8	1,1	1,0	20,1	19,8	1,8	2,0	0,8	1,0	2,6	3,0	0,8	0,7	23,5	23,5
Immobilisations incorporelles et autres actifs	4,3	4,9	2,2	1,2	6,5	6,1	2,7	1,9	6,1	2,4	8,8	4,3	2,7	2,4	18,0	12,8
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	-	-	0,1	-	0,1	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,2)	-	-	-	(0,1)
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,3	0,4	0,1	(0,1)	0,4	0,3	0,7	0,7	-	-	0,7	0,7	0,1	0,6	1,2	1,6
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	7,3	5,3	-	-	7,3	5,3	-	1,3	4,2	0,5	4,2	1,8	-	-	11,5	7,1
Résultat opérationnel sectoriel	22,5	24,2	22,7	21,9	45,2	46,1	23,3	19,3	7,7	6,1	31,0	25,4	1,4	1,7	77,6	73,2

(non audité)

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total	
<i>(montants en millions)</i>	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Produits des activités ordinaires externes	516,9	483,7	336,3	313,4	853,2	797,1	388,8	409,4	202,9	180,0	591,7	589,4	86,6	83,1	1 531,5	1 469,6
Dotation aux amortissements																
Immobilisations corporelles	59,6	55,7	3,4	3,2	63,0	58,9	5,3	6,3	2,4	2,7	7,7	9,0	2,2	1,9	72,9	69,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	12,9	13,2	5,3	2,4	18,2	15,6	7,2	4,8	15,3	7,1	22,5	11,9	8,1	5,8	48,8	33,3
Dépréciation et reprise de dépréciation des actifs non financiers	0,6	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	-
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	-	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	(0,2)	-	(0,1)	-	(0,3)	-	-	(0,1)	(0,4)
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,3	1,2	0,2	0,1	0,5	1,3	2,1	0,7	-	-	2,1	0,7	(0,1)	0,7	2,5	2,7
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	12,8	13,7	-	-	12,8	13,7	(0,1)	1,4	9,2	2,7	9,1	4,1	-	-	21,9	17,8
Résultat opérationnel sectoriel	59,4	75,8	62,4	62,4	121,8	138,2	58,1	60,6	21,7	18,6	79,8	79,2	4,0	4,6	205,6	222,0

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Total du résultat opérationnel sectoriel	77,6 \$	73,2 \$	205,6 \$	222,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 10)	-	(13,4)	-	(54,9)
Résultat opérationnel	77,6 \$	59,8 \$	205,6 \$	167,1 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
FS/C	33,3 \$	26,9 \$	80,6 \$	82,7 \$
PS/C	7,1	6,1	19,1	19,2
PS/M	5,5	8,7	14,4	25,1
FS/M	2,8	4,5	13,9	7,0
NMP	4,7	2,8	12,0	9,4
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	53,4 \$	49,0 \$	140,0 \$	143,4 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre	31 mars
	2013	2013
Actif utilisé		
FS/C	1 831,0 \$	1 697,6 \$
PS/C	387,0	326,8
PS/M	567,8	579,1
FS/M	362,8	303,6
NMP	263,7	249,4
Actif non inclus dans l'actif utilisé	571,9	534,8
Total de l'actif	3 984,2 \$	3 691,3 \$
Passif utilisé		
FS/C	218,3 \$	232,9 \$
PS/C	334,5	270,4
PS/M	185,7	253,0
FS/M	168,2	151,6
NMP	45,9	50,2
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 641,5	1 586,8
Total du passif	2 594,1 \$	2 544,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2013	2012	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	36,8 \$	36,6 \$	125,8 \$	143,0 \$
États-Unis	151,4	144,0	482,6	450,5
Royaume-Uni	68,0	67,1	189,5	167,2
Allemagne	18,5	23,0	47,8	56,3
Pays-Bas	13,7	12,1	32,5	36,9
Autres pays d'Europe	68,5	72,9	224,4	195,5
Émirats arabes unis	20,3	11,2	46,2	38,9
Chine	30,6	34,8	116,3	105,0
Autres pays d'Asie	55,9	57,6	135,9	144,6
Australie	17,3	20,1	54,6	62,9
Autres pays	32,6	21,5	75,9	68,8
	513,6 \$	500,9 \$	1 531,5 \$	1 469,6 \$

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre		31 mars	
	2013		2013	
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé				
Canada			736,4 \$	600,5 \$
États-Unis			674,3	614,5
Amérique du Sud			127,3	126,1
Royaume-Uni			314,9	285,8
Espagne			47,6	43,4
Belgique			62,0	60,5
Luxembourg			162,2	144,4
Pays-Bas			115,7	96,8
Autres pays d'Europe			184,3	162,1
Autres pays d'Asie			69,2	47,7
Autres pays			53,8	52,9
			2 547,7 \$	2 234,7 \$

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes de la Société avec ses coentreprises :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2013	31 mars 2013
Comptes débiteurs (note 4)	54,2 \$	49,9 \$
Contrats en cours : actifs	11,3	41,3
Autres actifs	31,7	34,3
Comptes créditeurs et charges à payer	23,4	25,3
Contrats en cours : passifs	8,8	9,3

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir au titre d'un contrat de location-financement de 16,6 millions \$ (19,0 millions \$ au 31 mars 2013) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts et créances de 9,5 millions \$ (10,4 millions \$ au 31 mars 2013) échéant en septembre 2016 et en décembre 2017 et portant respectivement intérêt au LIBOR à six mois majoré de 1 % et de 11 % par année, ainsi que des montants à recevoir au titre des comptes débiteurs non courants de 5,6 millions \$ (4,9 millions \$ au 31 mars 2013), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 décembre 2013 (néant au 31 mars 2013).

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	22,0 \$	24,5 \$	75,3 \$	97,2 \$
Achats de produits et services, et autres	3,6	6,7	11,6	11,5
Autres produits	0,7	0,7	2,3	2,1

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, des transactions s'élevant à 0,7 million \$ (1,5 million \$ en 2013) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains associés ou dirigeants sont membres du conseil de la Société. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, ces transactions s'élèvent à 2,1 millions \$ (3,4 millions \$ en 2013).

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société et inclut certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	0,9 \$	0,9 \$	2,5 \$	3,4 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,9	1,3	1,6
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-	2,4	-
Paiements fondés sur des actions	2,1	0,2	4,5	2,4
	3,3 \$	2,0 \$	10,7 \$	7,4 \$



cae.com